Nº. 62

Février/Februar 2021

POIVRE & SEL
SALZ & PFEFFER

Revue du Parti socialiste Fribourgeois | Magazin der Sozialdemokratischen Partei Freiburg
www.ps-fr.ch | www.sp-fr.ch

SOMMAIRE

Votations fédérales | 02-05
Politique cantonale | 05
Parole aux Fédérations | 06-07
Agenda | 08

EDITORIAL

Chères et chers camarades,

Je vous adresse tout d'abord mes meilleurs vœux pour cette année 2021, une année qui s'annonce bien remplie. La situation en ce début d'année est difficile. Si l'on pouvait se réjouir en fin d'année passée de l'arrivée des vaccins, il faut maintenant composer avec des nouveaux variants du virus. Les mesures décidées par le Conseil fédéral sont nécessaires mais placent beaucoup de personnes dans des situations difficiles et pèsent également sur notre moral. Il faut tenir bon et rester solidaires!

C'est dans ce contexte très particulier que nous sommes en campagne pour les élections communales. Cette campagne est différente de celles que nous avons connues jusqu'ici. Je suis très impressionnée par l'engagement des sections et de leurs membres qui ont su faire preuve de flexibilité et de créativité tout en restant motivé-e-s et unie-s dans une situation où l'on doit limiter les contacts. Cet engagement est essentiel dans ce contexte pour assurer une représentation de personnes défendant nos valeurs et nos idées au sein des communes. La solidarité, l'égalité des chances et la défense des acquis sociaux sont des enjeux primordiaux afin de ne laisser personne au bord du chemin!

L'année 2021 marque également les 50 ans du droit de vote des femmes. A cette occasion, les Femmes socialistes fribourgeoises et le PSF vont publier en juin une édition spéciale du Poivre et Sel contenant des articles et des témoignages de femmes socialistes qui se sont engagées durant ces cinquante dernières années.

Cette année 2021 s'annonce chargée et remplie d'incertitudes liées au virus mais restons optimistes: ensemble et solidaires, nous surmonterons cette crise!

Alizée Rey
Présidente PS Fribourgeois

Liebe Genossinnen und Genossen

Ich wünsche euch alles Gute für 2021, ein Jahr das uns allerdings ein gerüttelt Mass an Arbeit verspricht. Zu Jahresbeginn haben wir keine einfache Situation. Während man sich am Ende des alten Jahrs noch über gute Aussichten mit der Impfung freuen konnte, fordert das Auftreten der neuen Virusvarianten ein Überprüfen der Strategien. Die vom Bundesrat beschlossenen Massnahmen entsprechen einer Notwendigkeit, doch sie schaffen schwierige Situationen für viele Menschen, für deren mentale Verfassung sie oft eine Belastung sind. Jetzt heisst es wirklich durchhalten und Solidarität zeigen!

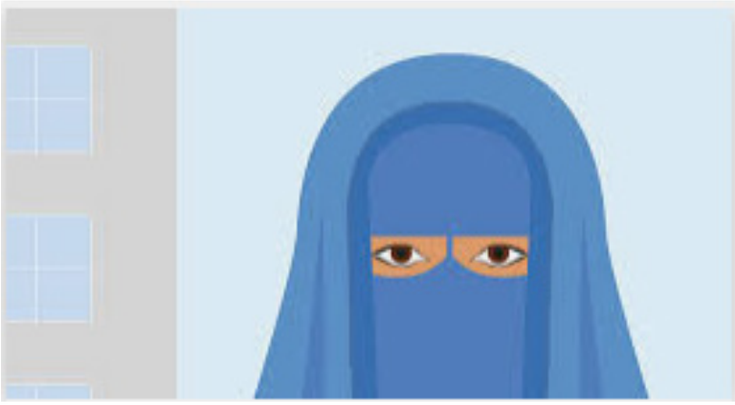
In diesem nie da gewesenen Kontext führen wir jetzt den Wahlkampf um die Mandate in den Gemeinden. Der Wahlkampf ist unter Pandemiebedingungen ganz anders zu führen, als wir es von früher her kennen. Ich bin sehr beeindruckt vom Einsatz unserer Sektionen und deren Mitglieder, die sich flexibel und kreativ zu zeigen wissen und trotz limitierter Kontakte in ihrer Motivation und Einigkeit nicht nachgelassen haben. Ihr Einsatz ist in der jetzigen Situation von entscheidender Bedeutung, um auf Ebene der Gemeinden eine Vertretung mit Leuten zu ermöglichen, die für unsere Werte und Vorstellungen einstehen. Solidarität, Chancengleichheit und Verteidigung der sozialen Errungenschaften werden dafür entscheidend sein, dass niemand am Strassenrand zurückbleibt!

2021 sind es 50 Jahre her seit der Einführung des Frauenstimmrechts. Aus diesem Anlass kommt im Juni eine Sonderausgabe des P&S heraus, von den Frauen * der SP Freiburg zusammen mit der SPF zusammengestellt, wo erklärende Artikel wie auch Zeugnisse vom Engagement sozialdemokratischer Frauen in den vergangenen fünfzig Jahren zu lesen sind.

2021 kündigt sich als ein befrachtetes Jahr an, es ist zurzeit virusbedingt mit Unsicherheiten belastet, aber wir wollen optimistisch bleiben: Solidarisches Zusammenhalten kann uns helfen, aus dieser Krise herauszukommen!

INITIATIVE - OUI A L'INTERDICTION DE SE DISSIMULER LE VISAGE

Cette initiative populaire, déposée en 2017 par le « Comité d'Egerkingen » à l'origine de l'interdiction des minarets, exige qu'en Suisse, il ne soit plus possible de se dissimuler le visage dans l'espace public. Ses objectifs sont d'en finir avec les casseurs masqués, de lutter contre le terrorisme et de répondre au principe d'égalité entre femmes et hommes. Des exceptions sont prévues quand elles sont justifiées par des raisons de santé ou de sécurité, par des raisons climatiques ou des coutumes locales.



Selon l'association humanrights, cette initiative instrumentalise à la fois les femmes ainsi que la notion même du «vivre ensemble» et constitue une atteinte inadmissible au droit à la liberté religieuse, ainsi qu'à la liberté d'opinion et de réunion. » La Constitution fédérale et la Convention européenne des droits humains protègent la liberté de religion. Une restriction de ce droit n'est possible que si elle est justifiée par un intérêt public et proportionnée au but visé. Le nombre de femmes portant la burqa en Suisse est très faible et ces femmes ne représentent pas de risque majeur pour l'ordre public. C'est pourquoi, l'interdiction de se dissimuler le visage n'est pas justifiée.

Par ailleurs, comme l'illustre le comité d'initiative avec une femme portant un niqab noir, celle-ci vise directement la communauté musulmane de Suisse et propose d'interdire un vêtement spécifique porté par les membres d'une minorité religieuse. Il s'agit donc d'une discrimination, alors que la Suisse prône l'intégration et la paix sociale et religieuse. De plus, les femmes sont instrumentalisées par cette initiative, car elle part du principe que les femmes sont contraintes par des pressions familiales ou sociales à couvrir leur visage, alors que le port du voile intégral peut être un choix personnel de certaines femmes.

De son côté, le Conseil fédéral rejette l'initiative et y oppose un contre-projet indirect. Tout d'abord, la disposition pénale sur la contrainte serait complétée en condamnant celui qui contraint une personne à se dissimuler le visage par une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Ensuite, il précise « dans quelles circonstances une personne doit se montrer à visage découvert devant les autorités et quelles sanctions elle encourt si elle refuse de s'y plier. » Ce contre-projet légitime ainsi la préoccupation centrale de l'initiative, qui exploite politiquement un phénomène marginal et qui est déjà encadré par des limites légales. Glisser un NON dans l'urne, c'est prôner l'intégration par des actions et pas par une interdiction.

Muriel Besson
Députée

Die Initiative verfolgt das Ziel, dass die Verhüllung des Gesichts im öffentlichen Raum schweizweit verboten wird. Nebst der Instrumentalisierung der Frauenrechte wie auch der Idee des Zusammenlebens ist in der Initiative eine unannehmbare Verletzung der Glaubens- und Gewissensfreiheit sowie der Meinungs- und der Vereinigungsfreiheit zu sehen. In der Schweiz wird die Burka nur von sehr wenigen Frauen getragen, und von diesen geht keine grössere Gefährdung der öffentlichen Ordnung aus. So bedeutet die direkt gegen die muslimische Gemeinschaft in der Schweiz gerichtete Initiative das Verbot einer spezifischen Bekleidungsart für eine religiöse Minderheit. Die SP empfiehlt Ablehnung der Initiative.

03 POLITIQUE FEDERALE

LOI FEDERALE SUR LES SERVICES D'IDENTIFICATION ELECTRONIQUE

Au quotidien, il est facile de prouver son identité en présentant sa carte d'identité. Sur Internet en revanche, fournir cette preuve devient très compliqué. C'est pourquoi des moyens d'identification électronique ou « e-ID », reconnus par l'État, sont nécessaires dans le monde actuel, à la fois pour la cyberadministration ou le commerce en ligne. Le Conseil fédéral a donc souhaité créer le cadre juridique et organisationnel en vue de la

reconnaissance par l'État de moyens d'identification électronique et de leurs fournisseurs. Si la finalité est saluée par une large majorité de la population, les détails de la loi qui nous est soumise au vote divisent la classe politique, y compris au sein de la gauche. L'identité électronique constitue donc une forme de passeport numérique. L'e-ID jouera nécessairement un rôle central à l'avenir, en particulier dans les processus contenant des données très sensibles tels que les données sur la santé, les votations et les élections en ligne, les factures fiscales ou les services bancaires en ligne. Le projet qui nous est soumis propose que la solution technique pour l'e-ID soit fournie par des prestataires privés et non par l'État, ce qui constitue le point principal de friction.

D'un côté, le Conseil fédéral estime qu'il faut une loi rapidement en vigueur pour éviter que les acteurs privés devancent l'État de manière anarchique et fournissent leurs propres services d'identification sans coordination ni uniformité. A son sens, l'État définit les dispositions légales, garanti l'exactitude des données et surveille les fournisseurs privés d'e-ID. Cette répartition des tâches bénéficierait donc aux utilisateurs selon le Conseil fédéral et la majorité du Parlement.

De l'autre côté, la majorité du groupe socialiste aux chambres fédérales estime que le passeport numérique et ses données sensibles ne doivent pas tomber entre les

mains des banques, des assurances et des entreprises et qu'il s'agit d'une tâche régalienne qui doit être maintenue dans le giron de l'État. La confiance fait notamment défaut dans les entreprises privées cherchant le bénéfice, surtout en ce qui concerne la protection des données alors qu'il est essentiel que la population ait entière confiance en l'e-ID. La commercialisation de l'e-ID rabaisserait la Confédération au rang d'une simple fournisseuse de données avec un pouvoir de contrôle limité.

Le comité directeur du PS fribourgeois recommande le NON à une courte majorité.

Grégrois Kubski
Député, vice-président PSF

Das Referendum gegen das Modell einer Erfassung der elektronischen Identität (E-ID) wird von einer Mehrheit der sozialdemokratischen Fraktion im Bundesparlament unterstützt. Damit soll verhindert, werden, dass der digitale Identitätsnachweis und so auch die dazu gehörenden sensiblen Persönlichkeitsdaten in die Hände von Banken, Versicherungen und mächtigen Unternehmen fallen. Es geht um eine hoheitliche Aufgabe, die beim Staat bleiben soll. Dessen Rolle würde bei einer Privatisierung des E-ID-Handlings reduziert auf die eines Lieferanten von Daten ohne die volle Kontrolle darüber. Für diese Referendumsabstimmung empfiehlt die SP Ablehnung der Vorlage.

ACCORD DE PARTENARIAT ECONOMIQUE

Gegen das Freihandelsabkommen mit Indonesien, das so genannte «Umfassende Wirtschaftspartnerschaftsabkommen zwischen den EFTA-Staaten und Indonesien» (CEPA), ergriffen Uniterre und der Biowinzer Willy Cretegny das Referendum. Rund fünfzig Organisationen unterstützten es, namentlich weil ihrer Ansicht nach Indonesien nicht gewillt ist, ökologische und soziale Standards umzusetzen. Die SP und die Grünen hatten sich im Parlament gegen das CEPA ausgesprochen. Das CEPA soll insbesondere den Marktzugang für die schweizerische Exportwirtschaft in einen interessanten Absatzmarkt mit Wachstumspotenzial verbessern. Im Zentrum der Diskussionen um das Abkommen steht das Palmöl. Indonesien ist der grösste Palmöl-Produzent

der Welt und dominiert gemeinsam mit Malaysia den Weltmarkt. Zur Palmölgewinnung werden Urwälder grossflächig gerodet oder abgebrannt, dies mit massiven Treibhausgasemissionen. Artenreichste Regenwälder und Torfmoore werden in Plantagen umgewandelt. Für die Monokulturen werden Indigene, (Klein-)Bäuerinnen und Bauern vertrieben. Auf den Plantagen werden hochgiftige Pestizide eingesetzt, es gibt Kinder- und Zwangsarbeit.

Das CEPA enthält zwar in einem Nachhaltigkeitskapitel Regelungen für die nachhaltige Produktion und den Schutz der einheimischen Bevölkerung. Dies kann effektiv als Teilerfolg der Verhandlungen bezeichnet werden, da erstmals solche Bedingungen in ein Freihandelsabkommen dieser Art aufgenommen wurden. Weitere Bestimmungen zur Gewährleistung einer nachhaltigen Produktion und zur konsequenten Kontrolle des Nachhaltigkeitskapitels wurden im Parlament jedoch abgelehnt. In der Zwischenzeit gab allerdings der Bundesrat (wie im Verlaufe der parlamentarischen Debatte angekündigt) eine Verordnung in die Vernehmlassung, welche einen Nachhaltigkeitsnachweis und u.a. als Importstandard die RSPO-Richtlinien (Roundtable on Sustainable Palm Oil) vorsehen. Dies wird von etlichen ehemaligen Kritikern als enormer Fortschritt angesehen, da es sich um die erste innerstaatliche Umsetzung eines Freihandelsvertrages überhaupt handelt.

Trotz dieser Verbesserungen ist der Widerstand gegen das Abkommen hoch (auch durch Umweltorganisationen und Gewerkschaften in Indonesien selber). Es bildet

keine solide Grundlage für Fortschritte in Richtung Agrarökologie oder gute Bedingungen für eine nachhaltige Palmölproduktion in Indonesien. Auch ist es den RSPO-Standards bis heute nicht gelungen, für eine nachhaltige Produktion zu sorgen. Ich lehne das CEPA daher nach wie vor ab und werde Nein stimmen.

Ursula Schneider Schüttel
Conseillère nationale

Ce référendum contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie est soutenu par un bon nombre d'organisations car elles pensent que l'Indonésie ne pourra pas mettre en œuvre des normes écologiques et sociales. L'Indonésie est le premier producteur mondial d'huile de palme, il domine le marché avec la Malaisie. Pour produire de l'huile de palme, des forêts vierges sont défrichées ou brûlées à grande échelle, ce qui entraîne des émissions massives de gaz à effet de serre. Des forêts tropicales humides et riches en espèces sont transformés en plantations. Les peuples indigènes et les petits agriculteurs sont déplacés. L'accord ne fournit pas une base solide pour progresser vers l'agroécologie ni de bonnes conditions pour une production durable d'huile de palme en Indonésie. Le PS recommande de voter non à cet accord.

INTERVIEW DE JEAN-FRANCOIS STEIERT

Jean-François Steiert préside pour l'année 2021 le Conseil d'Etat fribourgeois. « Poivre et Sel » l'a rencontré à son bureau de la Direction de l'Aménagement du territoire, de l'environnement et des constructions DAEC. Cette rencontre nous a permis d'évoquer son année de présidence et de parler de développement durable, de climat ainsi que de la crise du COVID-19.

Cela fait 4 ans que tu as quitté les travées du Palais fédéral pour te plonger dans celles de l'Hôtel cantonal. La fonction de Conseiller d'Etat te plaît-elle toujours ?

C'est une fonction assez différente que celle de Conseiller national. Ce qui est similiaire, c'est la nécessité de savoir où on veut aller, de se fixer des objectifs clairs et de porter les valeurs qui leur donneront une orientation. Comme au Parlement fédéral, aucun parti politique ne peut faire la majorité à lui tout seul, il faut trouver des solutions ensemble. Ce qui diffère c'est que la fonction est beaucoup plus opérationnelle, on est plus proche du terrain. Les décisions prises ont un effet beaucoup plus immédiat. L'autre différence qui est centrale, c'est que l'on travaille dans un collège, avec six collègues venant de courants d'opinions différents, avec beaucoup de temps passé ensemble et la nécessité de trouver au quotidien des solutions communes dans un climat de confiance.

La crise climatique est un sujet important et urgent. Quels sont les mesures que tu as pu mettre en place en tant que Ministre de l'Environnement ?

Je suis engagé depuis longtemps dans les questions de développement durable qui comprennent une dimension climatique comme sociale. Ce sont pour moi deux volets dépendants l'un de l'autre, je pense que l'on ne peut pas faire de la politique environnementale sans réfléchir aux effets sociaux. Sans penser à l'aspect social, on crée des vagues de gilets jaunes, c'est désastreux car on décrédibilise alors les deux politiques.

Concernant la politique climatique, elle a été fixée comme objectif de la législature 2017-2021 par le Conseil d'Etat. Évidemment les mouvements sociaux ont aidé à renforcer le mouvement pour une politique climatique plus active avec les ressources conséquentes pour le faire. Le Conseil d'Etat est l'un des premiers gouvernements cantonaux à avoir émis des objectifs clairs pour 2050. Aujourd'hui, le principal objectif est de faire passer devant le Grand Conseil le plan climatique avec les ressources nécessaires en 2021. Le Conseil d'Etat m'a d'ores et déjà autorisé à déployer les premières mesures sur la base des budgets existants.

L'année 2020 n'a pas été de tout repos avec la crise du coronavirus. Comment abordes-tu l'année 2021 à la tête du gouvernement cantonal ?

Parmis les différents défis pour cette année 2021, un élément supplémentaire est venu se greffer : le Covid-19. Le principal enjeu est de concilier l'approche sanitaire immédiate de protection contre la maladie avec les dimensions sociales de la santé, qui comprennent les contacts, un emploi avec un revenu suffisant et d'autres aspects plus sociaux de la santé. En général, nous sommes politiquement très imprégnés d'une culture suisse nous poussant à nous montrer très méticuleux lors de l'élaboration des lois. Cette crise nous pousse à nous habituer à une culture de l'erreur, il est normal d'en faire, il faut l'expliquer et savoir se remettre en question. C'est par une communication ouverte et transparente, y compris sur les doutes, que commence le combat contre les fondamentalismes et les mouvements complotistes.

Sous quel signe souhaites-tu aborder ta présidence ?

J'avais décidé de mettre ma présidence sous le signe du développement durable avant le début de la crise sanitaire déjà. Je souhaite le décliner tout au long de l'année sur différents thèmes d'actualité. Les grandes manifestations publiques ne seront vraisemblablement pas possibles dans un premier temps, nous utiliserons donc plutôt les réseaux sociaux cette année pour communiquer avec la population.

Oxel Suarez
Vice-président PSF

EINE NEUE GEMEINDE IM SENSEBEZIRK

eine grosse Signalkraft im ganzen Sensebezirk, politisch wie auch gesellschaftlich. Bis eine solche Fusion Tatsache ist, sind im Vorfeld viele Hürden zu überwinden. Im Gespräch mit der ehemaligen Gemeinderätin Cindy Stritt-Baeriswyl und dem amtierenden Gemeinderat Yves Bürdel werfen wir einen Blick hinter die Kulissen dieser Fusion.

Laut Cindy Stritt-Baeriswyl will man mit der Fusion zwischen Tafers, Alterswil und St. Antoni Synergien nutzen, die bereits vorhandene Zusammenarbeit fördern und ausbauen sowie Kräfte zusammenlegen. Das Ziel ist es, zusammen in die Zukunft zu blicken und vorwärts zu gehen, um zukünftige Aufgaben und Probleme gemeinsam zu lösen.

Gemäss dem amtierenden Gemeinderat Yves Bürdel sei es eine Herausforderung, die verschiedenen Bedürfnisse der drei Dörfer zu vereinen und alle Sichtweisen der beteiligten Akteure gleichermassen zu berücksichtigen. Nur wenn alle Bürgerinnen und Bürger am gleichen Strick ziehen, kann eine erfolgreiche Integration in die neue Gemeinde gewährleisten werden. Von besonderer Relevanz ist dabei die Gleichstellung der drei Ortschaften bei diversen Themen, beispielsweise im Bereich der Entsorgung oder der Pflichtersatzabgabe für die Feuerwehr. In diesem Zusammenhang wird auch die Arbeit in den Kommissionen eine wichtige Rolle spielen. Gemäss Yves Bürdel sei es wichtig, dass von Beginn an klar und transparent kommuniziert werde, nur so könne eine Fusion erfolgreich sein. Dies soll durch die Einbindung der Bevölkerung und regelmässige Bereitstellung von Informationen erreicht werden. Mit einer transparenten Kommunikation sei es viel einfacher, die Zustimmung der Bevölkerung zu erhalten.

Die Fusion der Gemeinde Tafers hat auch für die SP Sense eine zentrale Bedeutung. Das Ziel der Bezirkspartei ist die Vereinigung der SP Ortssektionen Tafers, St. Antoni und Alterswil, um gemeinsam mit St. Ursen und Heitenried eine SP Mittelland zu gründen. Dies soll die linken Kräfte im mittleren Sensebezirk stärken und eine solidarische Zukunft im Sensebezirk sicherstellen.

Depuis le 1er janvier 2021, la nouvelle commune de Tafers/Tavel est composée de 3 villages limitrophes. Cette fusion du chef-lieu singinois est un grand signal pour le district de la Singine. Cependant de nombreux obstacles sont à surmonter tant sur le plan politique que social. Selon l'ancienne Conseillère communale Cindy Stritt-Baeriswyl, la fusion entre Tafers, Alterswil et St. Antoni vise à exploiter les synergies, à étendre la coopération et à unir les forces. Selon l'actuel Conseiller communal Yves Bürdel, c'est un défi d'unir les différents besoins des trois villages. Il est important de communiquer de manière claire et transparente dès le début du processus. Pour ce faire, la population doit être impliquée et informée régulièrement. Pour la fédération du Parti socialiste de la Singine, l'objectif est de réunir les trois sections locales afin de renforcer les forces de gauche dans le district.

Noah Fasel
Vize-Präsident SPF

ALLIANCE DE GAUCHE DANS LA BROYE

Sébastien Formica, Président de la Fédération de la Broye, nous parle avec enthousiasme de l'alliance de gauche qui s'est formée dans son district.

Quand et comment a germé l'envie d'œuvrer vers une alliance de la gauche dans votre région de la Broye ?

C'est fin 2019 que deux élues à la députation fribourgeoise, Rose-Marie Rodriguez et Sylvie Bonvin-Sansonnens ont évoqué cette idée pour les futures élections communales 2021.
A cette période, les sections de la Broye ont commencé à se poser les bonnes questions quant à la stratégie à adopter. Nous en avons discuté en séance de comité de la fédération et unanimement, nous avons décidé d'aller de l'avant avec cette idée.
Nous nous sommes ensuite rencontrés pour entamer des discussions informelles entre les Verts, le PCS et les Socialistes. Tout de suite l'ambiance dans ces discussions a été bonne et constructive. Nous nous sommes vite rendus compte que nous avions vraiment des buts communs. Dès lors, nous avons fait approuver cette collaboration devant notre assemblée annuelle, puis validé la création d'un comité de campagne et sorti dans la foulée un programme de campagne (disponible sur le site du PS Broye).

Quels sont les événements que vous avez créés pour visibiliser votre action commune ?

Nous avions prévu un événement au mois de novembre afin de lancer cette alliance. Cet événement devait être une conférence/table ronde sur le thème de comment mettre du vert dans sa commune. Chaque membre avait invité une personnalité politique. Daniel Brélaz pour les Verts, Pierre-Olivier Nobs pour le PCS et notre Présidente Alizée Rey pour les Socialistes. Malheureusement la crise sanitaire a rendu cet événement impossible à réaliser. Nous avons envoyé dès lors un communiqué de presse aux différents médias régionaux ainsi que notre programme commun. Une fois le dépôt des listes terminé, nous allons lancer notre campagne au moyen de différentes actions sur les réseaux sociaux. Et nous trouverons des idées pour aller au contact des citoyens.

Martine Fagherazzi-Barras
Députée, vice-présidentet PSF

Comment définirais-tu les valeurs qui vous unissent en tant que partis de gauche ?

Ces valeurs sont la solidarité, l'équité social et la protection de l'environnement. Nous avons axé notre programme commun sur la durabilité, la mobilité, l'égalité des chances. En fait, nous avons établi les grandes lignes de notre programme et chaque section/ commune peut venir y puiser un ou des thèmes qui s'appliquent le mieux dans leur contexte local.
Nous n'avons pas voulu imposer une vision unique et rigide pour toutes les communes du district. Chaque commune a ses propres spécificités et bénéficie d'une marge de manœuvre.

Quelles sont les attentes concrètes régionales que vous souhaitez récolter par cette collaboration ?

D'un point de vue global de montrer aux yeux de tous que la gauche peut et doit s'unir dans notre district, canton, pays pour aller de l'avant et faire barrage à la droite. Cette alliance est win-win sur toute la ligne. Et finalement encourager un grand nombre de nos concitoyen-ne-s à s'engager et se mettre en liste pour concrétiser et dynamiser nos valeurs dans les conseils généraux et communaux de notre magnifique district.

Si tu devais définir l'alliance de gauche broyarde en 3 adjectifs...

1. Sociale
2. Durable
3. Locale

LES VERTS FRIBOURG · PS District de la Broye · CENTRE GAUCHE PCS

LA GAUCHE PLURIELLE DE LA BROYE

Changement d'adresse :
Parti socialiste fribourgeois
Salz & Pfeffer / Poivre & Sel
Rte de la Fonderie 2
1700 Fribourg

P.P. CH-1700 Fribourg

LA POSTE

Mots d'ordre PSF Votations
Abstimmungsparolen

7 mars/7. März 2021

Initiative «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage	**NON**
Loi fédérale sur les services d'identification électronique	**NON**
Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord de parteneriat économique de large portée entre les Etats de l'AELE et l'Indonésie	**NON**
Volksinitiatve «JA zum Verhüllungsverbot»	**NEIN**
Bundesgesetz über elektronische Indentifizierungsdienste	**NEIN**
Bundesbeschluss über die Genehmigung des Umfassenden Wirtschaftspartnerschafts-abkommens zwischen den EFTA-Staaten und Indonesien	**NEIN**

AGENDA

MARS/MARS 2021

7 Elections communales
Gemeindewahlen

28 Elections communales
Gemeindewahlen

AVRIL/APRIL 2021

21 Congrès ordinaire
Parteikongress

Merci de votre soutien, il nous est indispensable
Vielen Dank für Ihre Unterstützung, sie ist für uns unverzichtar

www.ps-fr.ch
CCP 17-1660-3

ADHÉRER DÈS À PRÉSENT
devenir-membre.sp-ps.ch

JETZT MITGLIED WERDEN
mitglied-werden.sp-ps.ch

PS SP

IMPRESSUM

Rédaction / Redaktion
Poivre et Sel, Salz und Pfeffer
Rte de la Fonderie 2
1700 Fribourg
026 422 26 76
CCP / Postkonto 17-1660-3
info@ps-fr.ch

Rédaction / Redaktion
Catherine Thomet, Alizée Rey, Oxel Suarez

Traduction
Alain Grandjean

Mise en page / Gestaltung
Catherine Thomet

Impression / Druck
Imprimerie Bonny, 1700 Fribourg

Tirage / Auflage
1410

Parution / Erscheint
4x an / Jahr

ps-fr.ch
facebook.com/psf.spf/
instagram.com/psf.spf/
twitter.com/psf_spf/